



DEMANDE DE PRIX (RFQ) (services)

Prestataire de service de restauration	DATE : 29 Mai 2018
	N° DE REFERENCE DE LA RFQ : RFQ/PNUD/005/2018

Chère Madame/Cher Monsieur,

Nous vous demandons de bien vouloir nous soumettre votre offre de prix au titre **d'assurer la restauration et les pauses café pendant les sessions de formation du programme CapDeL au niveau de la commune pilote**, tels que décrits en détails à l'annexe 1 de la présente RFQ. Lors de l'établissement de votre offre de prix, veuillez utiliser le formulaire figurant à l'annexe 2 jointe aux présentes.

Les offres de prix peuvent être soumises jusqu'au **18 Juin 2018 à 17H00** et par «courrier électronique», à « ***procurement.project.dz@undp.org*** » ou par « messenger », à l'adresse suivante :

Programme des Nations Unies pour le développement
41, Rue Mohamed Khoudi El Biar Alger
Service Procurement
Tél : 021 92 01 01

Les offres de prix soumises par courrier électronique ne peuvent dépasser **8 MB**, doivent être exemptes de virus et se limiter à **2** envois par courrier électronique. Elles doivent être exemptes de toute forme de virus ou contenu corrompu, à défaut de quoi elles seront rejetées.

Il vous appartiendra de vous assurer que votre offre de prix parviendra à l'adresse indiquée ci-dessus au plus tard à la date-limite. Les offres de prix qui seront reçues par le PNUD postérieurement à la date-limite indiquée ci-dessus, pour quelque raison que ce soit, ne seront pas prises en compte. Si vous soumettez votre offre de prix par courrier électronique, veuillez-vous assurer qu'elle est signée, en format .pdf et exempte de virus ou fichiers corrompus.

Veuillez prendre note des exigences et conditions concernant la fourniture du ou des biens susmentionnés :

Conditions de livraison [INCOTERMS 2010] <i>(Veuillez lier ceci au barème de prix)</i>	Non Applicable
Le dédouanement ¹ , si nécessaire, sera à la charge :	Non Applicable
Adresse(s) exacte(s) du ou des lieux de livraison (indiquez-les toutes, s'il en existe plusieurs)	Les sessions de formations sont planifiées au niveau des communes pilotes suivantes : - Timimoun (wilaya d'Adrar) - El-Khroub (wilaya de Constantine) - Ouled Ben Abdelkader (wilaya de Chlef) - Ghazaouet (wilaya de Tlemcen) - Messaad (wilaya de Djelfa) - Djanet (wilaya d'Illizi) - Djemila (wilaya de Sétif) - Babar (wilaya de Khenchela)
Transitaire privilégié par le PNUD, le cas échéant ²	Non Applicable
Distribution des documents de transport <i>(en cas d'utilisation d'un transitaire)</i>	Non Applicable
Date et heure limites de livraison prévues <i>(si la livraison intervient ultérieurement, l'offre de prix pourra être rejetée par le PNUD)</i>	Suivant le calendrier de livraison indiqué dans les spécifications techniques et termes de références (Annexe 1)
Calendrier de livraison	Requis
Exigences en matière de conditionnement	Non applicable
Mode de transport	Terrestre
Devise privilégiée pour l'établissement de l'offre de prix ³	☐ Devise locale : <i>Dinars algérien</i>

¹ Doit être lié aux INCOTERMS choisis.

² Dépend des INCOTERMS. La suggestion visant à utiliser un service de messagerie privilégié par le PNUD n'est motivée que par la connaissance des procédures et des exigences en matière de documents qui sont applicables au PNUD lors du dédouanement.

³ Les fournisseurs doivent respecter l'ensemble des lois applicables aux transactions commerciales réalisées dans d'autres devises. La conversion d'une devise dans la devise privilégiée par le PNUD, si l'offre n'est pas libellée de

Taxe sur la valeur ajoutée applicable au prix offert ⁴	☐ Doit inclure la TVA et autres impôts indirects applicables
Services après-vente requis	Non Applicable
Date-limite de soumission de l'offre de prix	18 juin 2018 à 17h00
Tous les documents, y compris les catalogues, les instructions et les manuels d'utilisation, doivent être rédigés dans la langue suivante :	☐ Arabe ou ☐ Français
Documents à fournir ⁵	☐ le formulaire fourni dans l'annexe 2, dûment rempli, conformément à la liste des exigences indiquées dans l'annexe 1 ; ☐ Registre de commerce ☐ Immatriculation Fiscale
Durée de validité des offres de prix à compter de la date de soumission	☐ 90 jours Dans certaines circonstances exceptionnelles, le PNUD pourra demander au fournisseur de proroger la durée de validité de son offre de prix au-delà de qui aura été initialement indiqué dans la présente RFQ. La proposition devra alors confirmer par écrit la prorogation, sans aucune modification de l'offre de prix.
Offres de prix partielles	Interdites
Conditions de paiement ⁶	100% dès livraison complète des biens
Indemnité forfaitaire	Non Applicable
Critères d'évaluation	Conformité technique/plein respect des exigences et prix le plus bas ⁷
Le PNUD attribuera un contrat à :	☐ Un seul et unique fournisseur par commune

la manière requise, se fera uniquement à l'aide du taux de change opérationnel de l'ONU en vigueur à la date d'émission du bon de commande par le PNUD.

⁴ Ceci doit être concilié avec les INCOTERMS requis par la RFQ. En outre, l'exonération de TVA varie d'un pays à l'autre. Veuillez cocher ce qui est applicable au CO/BU du PNUD demandant les biens.

⁵ Les 2 premiers éléments de cette liste sont obligatoires pour la fourniture de biens importés.

⁶ Le PNUD préfère ne pas verser d'avance lors de la signature du contrat. Si le fournisseur exige une avance, celle-ci sera limitée à 20 % du prix total offert. En cas de versement d'un pourcentage plus élevé ou d'une avance de \$30,000 ou plus, le PNUD obligera le fournisseur à fournir une garantie bancaire ou un chèque de banque à l'ordre du PNUD du même montant que l'avance versée par le PNUD au fournisseur.

⁷ Le PNUD se réserve le droit de ne pas attribuer le contrat à l'offre de prix la plus basse si la deuxième offre de prix la plus basse parmi les offres recevables est considérée comme étant largement supérieure, si le prix n'est pas supérieur de plus de 10 % à l'offre conforme assortie du prix le plus bas et si le budget permet de couvrir la différence de prix. Le terme « supérieure », tel qu'il est utilisé dans le présent paragraphe désigne des offres qui dépassent les exigences préétablies énoncées dans les spécifications.

Type de contrat devant être signé	☐ Bon de commande ☐ Contrat de longue durée ⁸
Conditions particulières du contrat	☐ Annulation du BC/contrat en cas de retard de livraison
Conditions de versement du paiement	☐ Acceptation écrite des biens sur la base de la parfaite conformité aux exigences de la RFQ
Annexes de la présente RFQ ⁹	☐ Spécifications techniques et termes de références des biens requis (annexe 1) ☐ Formulaire de soumission de l'offre de prix (annexe 2) ☐ Conditions générales / Conditions particulières (annexe 3). La non-acceptation des conditions générales (CG) constituera un motif d'élimination de la présente procédure d'achat
Personnes à contacter pour les demandes de renseignements (Demandes de renseignements écrites uniquement) ¹⁰	Merouane Arim Coordonnateur National du projet Capdel merouane.arim@undp.org Tél : 0661691206 Les réponses tardives du PNUD ne pourront pas servir de prétexte à la prorogation de la date-limite de soumission, sauf si le PNUD estime qu'une telle prorogation est nécessaire et communique une nouvelle date-limite aux offrants.

Les biens proposés seront examinés au regard de l'exhaustivité et de la conformité de l'offre de prix par rapport aux spécifications minimums décrites ci-dessus et à toute autre annexe fournissant des détails sur les exigences du PNUD.

L'offre de prix qui sera conforme à l'ensemble des spécifications et exigences, qui proposera le prix le plus bas, et qui respectera l'ensemble des autres critères d'évaluation sera retenue. Toute offre qui ne respectera pas les exigences sera rejetée.

Toute différence entre le prix unitaire et le prix total (obtenu en multipliant le prix unitaire par la quantité) sera recalculée par le PNUD. Le prix unitaire prévaudra et le prix total sera corrigé. Si le fournisseur n'accepte pas le prix final basé sur le nouveau calcul et les corrections d'erreurs effectués par le PNUD, son offre de prix sera rejetée.

Le PNUD se réserve le droit, après avoir identifié l'offre de prix la plus basse, d'attribuer le contrat uniquement en fonction des prix des biens si le coût de transport (fret et assurance) s'avère être supérieur au propre coût estimatif du PNUD en cas de recours à son propre transitaire et à son propre assureur.

⁸ Durée minimum d'un (1) an pouvant être prolongée dans la limite de trois (3) ans sous réserve d'une évaluation satisfaisante des résultats.

⁹ Si les informations sont disponibles sur le Web, il est possible de ne fournir qu'un simple URL permettant d'y accéder.

¹⁰ La personne à contacter et l'adresse sont indiquées à titre officiel par le PNUD. Si des demandes de renseignements sont adressées à d'autres personnes ou adresses, même s'il s'agit de fonctionnaires du PNUD, le PNUD ne sera pas tenu d'y répondre et ne pourra pas confirmer leur réception.

Au cours de la durée de validité de l'offre de prix, aucune modification du prix résultant de la hausse des coûts, de l'inflation, de la fluctuation des taux de change ou de tout autre facteur de marché ne sera acceptée par le PNUD après réception de l'offre de prix. Lors de l'attribution du contrat ou du bon de commande, le PNUD se réserve le droit de modifier (à la hausse ou à la baisse) la quantité des services et/ou biens, dans la limite de vingt-cinq pour cent (25 %) du montant total de l'offre, sans modification du prix unitaire ou des autres conditions.

Tout bon de commande qui sera émis au titre de la présente RFQ sera soumis aux conditions générales jointes aux présentes. La simple soumission d'une offre de prix emporte acceptation sans réserve par le fournisseur des conditions générales du PNUD figurant à l'annexe 3 des présentes.

Le PNUD n'est pas tenu d'accepter une quelconque offre de prix ou d'attribuer un contrat/bon de commande et n'est pas responsable des coûts liés à la préparation et à la soumission par le fournisseur d'une offre de prix, quels que soient le résultat ou les modalités du processus de sélection.

Veuillez noter que la procédure de contestation du PNUD qui est ouverte aux fournisseurs a pour but de permettre aux personnes ou entreprises non retenues pour l'attribution d'un bon de commande ou d'un contrat de faire appel dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence. Si vous estimez que vous n'avez pas été traité de manière équitable, vous pouvez obtenir des informations détaillées sur les procédures de contestation ouvertes aux fournisseurs à l'adresse suivante : <http://www.undp.org/procurement/protest.shtml> .

Le PNUD encourage chaque fournisseur potentiel à éviter et à prévenir les conflits d'intérêts en indiquant au PNUD si vous-même, l'une de vos sociétés affiliées ou un membre de votre personnel a participé à la préparation des exigences, du projet, des spécifications, des estimations des coûts et des autres informations utilisées dans la présente RFQ.

Le PNUD applique une politique de tolérance zéro vis-à-vis des fraudes et autres pratiques interdites et s'est engagé à identifier et à sanctionner l'ensemble de ces actes et pratiques préjudiciables au PNUD, ainsi qu'aux tiers participant aux activités du PNUD. Le PNUD attend de ses fournisseurs qu'ils respectent le code de conduite à l'intention des fournisseurs de l'Organisation des Nations Unies qui peut être consulté par l'intermédiaire du lien suivant : http://www.un.org/depts/ptd/pdf/conduct_english.pdf

Nous vous remercions et attendons avec intérêt votre offre de prix.

Cordialement,
Edwine Carrie
Représentant résident adjoint
29 mai 2018

Annexe 1 : Spécifications techniques et Termes de références

Spécifications techniques

Articles à fournir *	Quantité	Description / Spécifications des biens	Date-limite de livraison
Restauration Session 1	60 pax X 5 J	Déjeuner : entrée, Plat, Dessert)	Juin/ Juillet 2018
	120 pax X 5 J	Pauses café (2 par jour)	
Restauration Session 2	60 pax X 5 J	Déjeuner : entrée, Plat, Dessert)	Septembre/ octobre 2018
	120 pax X 5 J	Pauses café (2 par jour)	
Restauration Session 3	60 pax X 5 J	Déjeuner : entrée, Plat, Dessert)	Décembre 2018 Janvier 2019
	120 pax X 5 J	Pauses café (2 par jour)	
Restauration Session 4	60 pax X 5 J	Déjeuner : entrée, Plat, Dessert)	Mars/ avril 2019
	120 pax X 5 J	Pauses café (2 par jour)	
Restauration Session 5	60 pax X 5 J	Déjeuner : entrée, Plat, Dessert)	Juin/Juillet 2019
	120 pax X 5 J	Pauses café (2 par jour)	
Restauration Session 6	60 pax X 5 J	Déjeuner : entrée, Plat, Dessert)	Septembre/ octobre 2019
	120 pax X 5 J	Pauses café (2 par jour)	
Equipement nécessaire		Couverts, Tables, Chaises	Toutes les sessions de juin 2018 à Octobre 2019

**Veuillez joindre le calendrier de livraison, en tant que de besoin, et le groupe par lot, si des soumissions partielles sont autorisées. Précisez les lieux de livraison si les biens ont plusieurs destinations.*

*Edwine Carrie
Représentant résident adjoint
29 mai 2018*

Termes de référence (TOR)¹¹



RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE
ET POPULAIRE



Termes de références pour un prestataire de service professionnel

1. Information générale	
Intitulé de la mission	Service de restauration et pauses café pendant les sessions de formation au niveau local du CapDeL
Projet	/Programme de renforcement des capacités des acteurs de développement local/communes modèles, CAPDEL
Lieu d'affectation	Les sessions de formations sont planifiées au niveau des communes suivantes : - Timimoun (wilaya d'Adrar) - El-Khroub (wilaya de Constantine) - Ouled Ben Abdelkader (wilaya de Chlef) - Ghazaouet (wilaya de Tlemcen) - Messaad (wilaya de Djelfa) - Djanet (wilaya d'Illizi) - Djemila (wilaya de Sétif) - Babar (wilaya de Khenchela)
Date prévue de début	Juin 2018 à December 2019
Réf. Du dossier	RFQ/PNUD 005/2018

2. Contexte

¹¹ Le présent document est un guide destiné aux services demandeurs afin de leur aider à rédiger les TOR de la RFP en faisant des suggestions quant à leur contenu. Le présent document ne doit pas être communiqué aux soumissionnaires dans son état actuel. Les TOR qui seront rédigés par le service demandeur sont ceux qui devront être annexés à la présente partie de la RFP.

I. Contexte

Le projet « Programme de renforcement des capacités des acteurs de développement local/communes modèles (CapDeL) : démocratie participative et développement local » du Gouvernement algérien, du Programme des Nations Unies pour le Développement, et de l'Union Européenne, a pour objectif le renforcement des capacités des acteurs du développement local.

II. Justification

L'objet de cette consultation est de solliciter **au niveau de chaque commune pilote** les prestations d'un Etablissement de restauration ou d'un traiteur qui se chargera d'organiser, en concertation avec l'équipe du CapDeL, les prestations de restauration ou catering pendant les formations qui seront dispensées par le projet CapDeL au niveau de ses communes pilotes (***un prestataire par commune***).

Le Prestataire se chargera sous la direction du coordonnateur local et de l'UGP d'assurer une prestation de restauration (déjeuner + pauses café) pour 60 personnes pendant les journées de formation. Les Bénéficiaires de la formation sont des élus/élues, des cadres institutionnels locaux, des cadres associatifs. Aussi, le personnel d'accompagnement du projet (UGP/Experts/invités).

La formation se déroule sur une durée de 18 mois : de juin 2018 à décembre 2019, à raison d'une session de 5 jours chaque trimestre par commune.

1. Objet de la mission

Les objectifs visés par cette mission sont les suivants :

- Assurer la prestation restauration catering en déjeuner (menu diversifié pour chaque jour) pour chaque session de formation et pour chaque groupe selon le calendrier proposé par le projet ;
- Assurer une prestation de deux pauses café quotidiennes pour chaque session de formation
- Assurer la mise à disposition de l'équipement nécessaire : Couverts, tables, chaises, nappes...etc. ainsi que le personnel nécessaire ;
- S'adapter au lieu de la formation, distance, espace, répartition des groupes, horaires.

Déroulement de la mission :

1. Calendrier :

- La prestation est prévue pendant 5 jours tous les 3 mois pendant 18 mois entre juin 2018 et décembre 2019 (1^{ère} session 24 juin 2018)

2. Quantité :

- Déjeuner/ 5 jours (6 sessions en 18 mois) X 60 PAX
- Pause-café/ 5 jours (6 session en 18 mois) X 60 PAX X 2fois par jour

3. Qualité :

- Repas en menu oriental ou occidental avec des produits frais :
 - Entrée : salades légumes frais de saison
 - Plat : viande rouge ou blanche + légumes/riz/ pates,
 - Dessert : fruits de saison
 - Boisson : Jus/Soda, Eau
- Pauses Café :

- Café, lait et thé maison ;
- Gâteaux traditionnels et viennoiserie ;

4. Equipement et ressources nécessaires :

- Tables + chaises
- Vaisselle complète (en vaisselle dure)
- Personnel de service

Les prestataires sont appelés à faire des propositions sur des repas ou des plateaux repas. En respectant la demande décrite plus haut. Les jeunes traiteurs (hommes et femmes) bénéficiaires des dispositifs ANSEJ et autres au niveau local sont vivement encouragés à proposer des offres. Aussi, les prestataires qui sous traitent avec les femmes artisanes, les associations de femmes et de jeunes sont vivement encouragés à le mettre en avant et apporter une référence.

Un seul prestataire sera affecté pour chaque commune suivant la domiciliation géographique au niveau communal, dairal ou wilayal.

2. Livrables attendus

- 1. Une prestation de restauration est assurée pendant chaque session de formation avec un repas et 2 pauses café pour 60 personnes ; assurée de juin 2018 à décembre 2019.**

Le paiement se fait à la fin de chaque session.

1) Compétences et qualifications requises

Expérience :

- Une expérience dans la restauration et catering ; auprès des prestataires privés et publics

Compétences :

- Disposition des ressources logistique nécessaires pour mener à bien la prestation : Personnel, équipement : Tables, salles, vaisselle dure....Etc.
- Capacités à proposer des menus variés : oriental/ occidental

2) Documents constitutifs de l'offre

Les soumissions devront être présentées comme suit :

- formulaire fourni dans l'annexe 2, dûment rempli, conformément à la liste des exigences indiquées dans l'annexe 1 ; (Indiquant l'équipement et le nombre de personnel mis à disposition et une proposition de menu)
- Registre de commerce
- Immatriculation Fiscale
- Références de prestation avec organismes publics et privés.
-

	Livrables attendus	Calendrier	
	Session 1 : 01 déjeuner et 02 pauses café par jour pour 60 personnes pendant 5 jours.	Juin/ Juillet 2018	
	Session 2 : 01 déjeuner et 02 pauses café par jour pour 60 personnes pendant 5 jours.	Septembre/ octobre 2018	
	Session 3 : 01 déjeuner et 02 pauses café par jour pour 60 personnes pendant 5 jours.	Décembre 2018/ Janvier 2019	
	Session 4 : 01 déjeuner et 02 pauses café par jour pour 60 personnes pendant 5 jours.	Mars/ avril 2019	
	Session 5 : 01 déjeuner et 02 pauses café par jour pour 60 personnes pendant 5 jours.	Juin/Juillet 2019	
	Session 6 : 01 déjeuner et 02 pauses café par jour pour 60 personnes pendant 5 jours.	Septembre/octobre 2019	
Critères devaluation des offres			
Conformité technique/plein respect des exigences et prix le plus bas			

FORMULAIRE DE SOUMISSION DE L'OFFRE DE PRIX DU FOURNISSEUR¹²
(Le présent formulaire doit être soumis uniquement sur le papier à en-tête officiel du fournisseur¹³)

Le fournisseur soussigné accepte par les présentes les conditions générales du PNUD et propose de fournir les articles énumérés ci-dessous conformément aux spécifications et exigences du PNUD, telles qu'indiquées dans la RFQ ayant pour n° de référence : _____ :

TABLEAU 1 : Offre de fourniture de biens conformes aux spécifications techniques et exigences

N° d'article	Description/Spécifications des biens	Quantité (pax)	Date-limite de livraison	Prix unitaire (TTC)	Prix total par article
1	Déjeuner complet Session 1 : (60 Pax X 1 X 5j)	300			
2	Pause-café Session 1 : (60 Pax X 2 X 5j)	600			
3	Déjeuner complet Session 2 : (60 Pax X 1 X 5j)	300			
4	Pause-café Session 2 : (60 Pax X 2 X 5j)	600			
5	Déjeuner complet : Session 3 : (60 Pax X 1 X 5j)	300			
6	Pause-café : Session 3 (60 Pax X 2 X 5j)	600			
7	Déjeuner complet Session 4 : (60 Pax X 1 X 5j)	300			
8	Pause-café : Session 4 : (60 Pax X 2 X 5j)	600			
9	Déjeuner complet : Session 5 (60 Pax X 1 X 5j)	300			
10	Pause-café : Session 5 (60 Pax X 2 X 5j)	600			
11	Déjeuner complet : Session 6 (60 Pax X 1 X 5j)	300			
12	Pause-café : Session 6 (60 Pax X 2 X 5j)	600			
13	Mise à disposition du personnel				
14	Mise à disposition de l'équipement				
	Prix totaux des biens¹⁴				
	Ajoutez : coût de transport				
	Ajoutez : coût de l'assurance				

¹² Ceci sert de guide au fournisseur dans le cadre de la préparation de l'offre de prix et du barème de prix.

¹³ Le papier à en-tête officiel doit indiquer les coordonnées – adresses, courrier électronique, numéros de téléphone et de fax – aux fins de vérification.

¹⁴ La tarification des biens doit correspondre aux INCOTERMS indiqués dans la RFQ.

	Ajoutez : autre frais (veuillez préciser)	
	Offre de prix finale, totale et globale	

TABLEAU 2 : Coûts d'exploitation estimatifs (le cas échéant)

Liste des articles consommables (<i>Incluez les pièces à forte rotation, le cas échéant</i>)	Consommation moyenne prévue	Unité de mesure	Prix unitaire	Prix total par article

TABLEAU 3 : Offre de conformité aux autres conditions et exigences connexes

Autres informations concernant notre offre de prix :	Vos réponses		
	<i>Oui, nous nous y conformerons</i>	<i>Non, nous ne pouvons nous y conformer</i>	<i>Si vous ne pouvez pas vous y conformer, veuillez faire une contre-proposition</i>
Délai de livraison			
Validité de l'offre de prix			
Totalité des conditions générales du PNUD			

Toutes les autres informations que nous n'avons pas fournies emportent automatiquement conformité pleine et entière de notre part aux exigences et conditions de la RFQ.

*[nom et signature de la personne habilitée par le
fournisseur]
[fonctions]
[date]*

Conditions générales

1. ACCEPTATION DU BON DE COMMANDE

Le fournisseur ne peut accepter le présent bon de commande qu'en signant et en retournant une copie de celui-ci à titre d'accusé de réception ou en livrant les biens dans le respect des délais impartis, conformément aux conditions du présent bon de commande, telles qu'indiquées dans les présentes. L'acceptation du présent bon de commande créera un contrat entre les parties aux termes duquel les droits et obligations des parties seront exclusivement régis par les conditions du présent bon de commande, ainsi que par les présentes conditions générales. Aucune disposition supplémentaire ou contraire proposée par le fournisseur ne sera opposable au PNUD, à moins qu'elle n'ait été acceptée par écrit par un fonctionnaire du PNUD dûment habilité à cette fin.

2. PAIEMENT

- 2.1 Une fois les conditions de livraison respectées, et sauf indication contraire figurant dans le présent bon de commande, le PNUD effectuera le paiement sous 30 jours à compter de la réception de la facture émise par le fournisseur relativement aux biens et de la copie des documents de transport indiqués dans le présent bon de commande.
- 2.2 Le paiement effectué sur présentation de la facture susmentionnée tiendra compte de toute réduction indiquée dans les conditions de paiement du présent bon de commande, à condition que le paiement intervienne dans le délai prévu par lesdites conditions de paiement.
- 2.3 A moins d'y être autorisé par le PNUD, le fournisseur devra soumettre une facture au titre du présent bon de commande et celle-ci devra indiquer le numéro d'identification du bon de commande.
- 2.4 Les prix indiqués dans le présent bon de commande ne pourront être augmentés qu'avec le consentement écrit et exprès du PNUD.

3. EXONERATION FISCALE

- 3.1 La section 7 de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies prévoit notamment que l'Organisation des Nations Unies, ainsi que ses organes subsidiaires, sont exonérés de tout impôt direct, sous réserve de la rémunération de services d'utilité publique, ainsi que des droits de douane et redevances de nature similaire à l'égard d'objets importés ou exportés pour leur usage officiel. Si une quelconque autorité gouvernementale refuse de reconnaître l'exonération du PNUD au titre desdits impôts, droits ou redevances, le fournisseur devra immédiatement consulter le PNUD afin de décider d'une procédure mutuellement acceptable.
- 3.2 Par conséquent, le fournisseur autorise le PNUD à déduire de la facture du fournisseur toute somme correspondant auxdits impôts, droits ou redevances, à moins que le fournisseur n'ait consulté le PNUD avant leur paiement et que le PNUD n'ait, dans chaque cas, expressément autorisé le fournisseur à payer lesdits impôts, droits ou redevances sous toute réserve. Dans ce cas, le fournisseur devra fournir au PNUD la preuve écrite de ce que le paiement desdits impôts, droits ou redevances aura été effectué et dûment autorisé.

4. RISQUE DE PERTE

Les risques de perte, d'endommagement ou de destruction des biens seront régis par les Incoterms 2010, sauf accord contraire des parties au recto du présent bon de commande.

5. LICENCES D'EXPORTATION

Nonobstant tout INCOTERM 2010 utilisé dans le présent bon de commande, le fournisseur devra obtenir toute licence d'exportation requise au titre des biens.

6. CONVENANCE DES BIENS/CONDITIONNEMENT

Le fournisseur garantit que les biens, y compris leur conditionnement, sont conformes aux spécifications des biens commandés aux termes du présent bon de commande et conviennent à l'utilisation à laquelle ils sont normalement destinés et aux utilisations expressément portées à la connaissance du fournisseur par le PNUD, et qu'ils sont exempts de défaut de fabrication ou de matériau. Le fournisseur garantit également que les biens sont emballés ou conditionnés de manière adéquate pour assurer leur protection.

7. INSPECTION

- 7.1 Le PNUD disposera d'un délai raisonnable, postérieurement à la livraison des biens, pour les inspecter et pour rejeter et refuser d'accepter ceux qui ne seront pas conformes au présent bon de commande. Le paiement des biens en application du présent bon de commande ne pourra pas être considéré comme emportant acceptation de ceux-ci.
- 7.2 Toute inspection des biens effectuée avant leur expédition ne libérera le fournisseur d'aucune de ses obligations contractuelles.

8. VIOLATION DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le fournisseur garantit que l'utilisation ou la fourniture par le PNUD des biens vendus aux termes du présent bon de commande ne viole aucun brevet, modèle, nom commercial ou marque commerciale. En outre, en application de la présente garantie, le fournisseur devra garantir, défendre et couvrir le PNUD et l'Organisation des Nations Unies au titre de l'ensemble des actions ou réclamations dirigées contre le PNUD ou l'Organisation des Nations Unies et concernant la prétendue violation d'un brevet, d'un modèle, d'un nom commercial ou d'une marque liée aux biens vendus aux termes du présent bon de commande.

9. DROITS DU PNUD

Si le fournisseur s'abstient de respecter ses obligations aux termes des conditions du présent bon de commande et, notamment, s'il s'abstient d'obtenir des licences d'exportation nécessaires ou de livrer tout ou partie des biens au plus tard à la date ou aux dates convenues, le PNUD pourra, après avoir mis en demeure le fournisseur de s'exécuter dans un délai raisonnable et sans préjudice de tout autre droit ou recours, exercer un ou plusieurs des droits suivants :

- 9.1 acquérir tout ou partie des biens auprès d'autres fournisseurs, auquel cas le PNUD pourra tenir le fournisseur responsable de tout coût supplémentaire ainsi occasionné ;
- 9.2 refuser de prendre livraison de tout ou partie des biens ;
- 9.3 résilier le présent bon de commande sans être redevable des frais de résiliation ou engager sa responsabilité à quelque autre titre que ce soit.

10. LIVRAISON TARDIVE

Sans limiter les autres droits et obligations des parties aux termes des présentes, si le fournisseur est dans l'incapacité de livrer les biens au plus tard à la date ou aux dates de livraison prévues dans le présent bon de commande, le fournisseur devra (i) immédiatement consulter le PNUD afin de déterminer le moyen le plus rapide de livrer les biens et (ii) utiliser des moyens de livraison accélérés, à ses frais (à moins que le retard ne soit dû à un cas de force majeure), si le PNUD en fait raisonnablement la demande.

11. CESSIION ET INSOLVABILITE

- 11.1. Le fournisseur devra s'abstenir, à moins d'avoir préalablement obtenu l'autorisation écrite du PNUD, de céder, de transférer, de nantir ou d'aliéner de toute autre manière le présent bon de commande, ou toute partie de celui-ci, ou ses droits ou obligations aux termes du présent bon de commande.

11.2. Si le fournisseur devient insolvable ou s'il fait l'objet d'un changement de contrôle en raison de son insolvabilité, le PNUD pourra, sans préjudice de tout autre droit ou recours, résilier immédiatement le présent bon de commande en remettant au fournisseur une notification écrite en ce sens.

12. UTILISATION DU NOM OU DE L'EMBLEME DU PNUD OU DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Le fournisseur devra s'abstenir d'utiliser le nom, l'emblème ou le sceau officiel du PNUD ou de l'Organisation des Nations Unies à quelque fin que ce soit.

13. INTERDICTION DE LA PUBLICITE

Le fournisseur devra s'abstenir de faire connaître ou de rendre public de toute autre manière le fait qu'il fournit des biens ou des services au PNUD, à défaut d'avoir obtenu, dans chaque cas, son autorisation expresse.

14. TRAVAIL DES ENFANTS

Le fournisseur déclare et garantit que lui-même et ses sociétés affiliées ne se livrent à aucune pratique contraire aux droits énoncés dans la Convention relative aux droits de l'enfant, y compris dans son article 32 qui prévoit notamment qu'un enfant ne peut être astreint à aucun travail comportant des risques ou susceptibles de compromettre son éducation ou de nuire à sa santé ou à son développement physique, mental, spirituel, moral ou social.

Toute violation de la déclaration et de la garantie qui précèdent autorisera le PNUD à résilier le présent bon de commande immédiatement par notification adressée au fournisseur, sans être redevable des frais de résiliation ou engager sa responsabilité à quelque autre titre que ce soit.

15. MINES

Le fournisseur déclare et garantit que lui-même et ses sociétés affiliées ne participent pas activement et directement à des activités ayant trait aux brevets, au développement, à l'assemblage, à la production, au commerce ou à la fabrication de mines ou à de telles activités au titre de composants principalement utilisés dans la fabrication de mines. Le terme « mines » désigne les engins définis à l'article 2, paragraphes 1, 4 et 5 du Protocole II annexé à la Convention de 1980 sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discriminations.

Toute violation de la déclaration et de la garantie qui précèdent autorisera le PNUD à résilier le présent bon de commande immédiatement par notification adressée au fournisseur, sans être redevable des frais de résiliation ou engager sa responsabilité à quelque autre titre que ce soit.

16. REGLEMENT DES DIFFERENDS

16.1 Règlement amiable. Les parties devront faire tout leur possible pour régler à l'amiable les différends, litiges ou réclamations liés au présent bon de commande ou à sa violation, résiliation ou nullité. Lorsque les parties tenteront de parvenir à un tel règlement amiable par la conciliation, celle-ci devra se dérouler conformément au Règlement de conciliation de la CNUDCI qui sera alors en vigueur, ou selon toute autre procédure dont les parties pourront convenir entre elles.

16.2 Arbitrage. A moins que de tels différends, litiges ou réclamations liés au présent bon de commande ou à sa violation, résiliation ou nullité ne fassent l'objet d'un règlement amiable en application du paragraphe précédent du présent article sous soixante (60) jours à compter de la réception par l'une des parties de la demande aux fins de règlement amiable de l'autre partie, lesdits différends, litiges ou réclamations devront être soumis par l'une ou l'autre des parties à un arbitrage, conformément au Règlement d'arbitrage de la CNUDCI alors en vigueur, ainsi qu'à ses dispositions concernant le droit applicable. Le tribunal arbitral n'aura pas le pouvoir d'allouer des dommages et intérêts punitifs. Les

parties seront liées par toute sentence arbitrale rendue dans le cadre d'un tel arbitrage à titre de règlement final desdits différends, litiges ou réclamations.

17. PRIVILEGES ET IMMUNITES

Aucune disposition des présentes conditions générales ou du présent bon de commande ou y relative ne pourra être considérée comme emportant renonciation aux privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que de ses organes subsidiaires.

18. EXPLOITATION SEXUELLE

18.1 Le prestataire devra prendre l'ensemble des mesures appropriées pour empêcher la commission à l'encontre de quiconque d'actes d'exploitation ou d'abus sexuel par le prestataire lui-même, par l'un quelconque de ses employés ou par toute autre personne pouvant être engagée par le prestataire pour fournir tout service en application du contrat. A cet égard, toute activité sexuelle avec une personne de moins de dix-huit ans, indépendamment de toute loi relative au consentement, constituera un acte d'exploitation et d'abus sexuels à l'encontre d'une telle personne. En outre, le prestataire devra s'abstenir d'échanger de l'argent, des biens, des services, des offres d'emploi ou d'autres choses de valeur contre des faveurs ou des activités sexuelles ou de se livrer à des activités sexuelles constitutives d'actes d'exploitation ou dégradantes, et devra prendre l'ensemble des mesures appropriées pour interdire à ses employés ou aux autres personnes qu'il aura engagées d'agir de la sorte. Le prestataire reconnaît et convient que les présentes dispositions constituent une condition essentielle du contrat et que toute violation de la présente déclaration et de la présente garantie autorisera le PNUD à résilier le contrat immédiatement par notification adressée au prestataire, sans être redevable des frais de résiliation ou engager sa responsabilité à quelque autre titre que ce soit.

18.2 Le PNUD ne fera pas application de la règle précédente relative à l'âge lorsque l'employé du prestataire ou toute autre personne pouvant être engagée par celui-ci pour fournir des services en application du contrat sera marié à la personne de moins de dix-huit ans avec laquelle ledit employé ou ladite autre personne aura eu une activité sexuelle et lorsqu'un tel mariage sera reconnu comme étant valable par les lois du pays de citoyenneté dudit employé ou de ladite autre personne.

19.0 INTERDICTION DE FOURNIR DES AVANTAGES AUX FONCTIONNAIRES

Le prestataire garantit qu'il n'a fourni ou qu'il ne proposera à aucun fonctionnaire du PNUD ou de l'Organisation des Nations Unies un quelconque avantage direct ou indirect résultant du présent contrat ou de son attribution. Le prestataire convient que toute violation de la présente disposition constituera la violation d'une condition essentielle du présent contrat.

20. POUVOIR DE MODIFICATION

Conformément au règlement financier et aux règles de gestion financière du PNUD, seul le fonctionnaire autorisé du PNUD a le pouvoir d'accepter pour le compte du PNUD toute modification apportée au présent contrat, une renonciation à l'une quelconque de ses dispositions ou toute relation contractuelle supplémentaire avec le prestataire. Par conséquent, aucune modification du présent contrat ne sera valable et opposable au PNUD à moins de faire l'objet d'un avenant au présent contrat signé par le prestataire et le fonctionnaire autorisé du PNUD conjointement.